

Le pouvoir aux travailleurs

21 MAI 2006

N° 125

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- OUI, POUR ACCORDER LA NATIONALITÉ A TOUS LES TRAVAILLEURS QUI VIVENT EN CÔTE D'IVOIRE!	2
- DISCOURS DU 1ER MAI: LE MÉPRIS DES DIRIGEANTS A L'EGARD DES TRAVAILLEURS!	3 - 4
-NOUVEAUX MASSACRES A BANGOLO	4 - 5
- LA GRÈVE DES ENSEIGNANTS	5 - 7
-LA CAMPAGNE ELECTORALE BAT DÉJÀ SON PLEIN	7
-QUAND L'ARGENT DU PUBLIC SERT A BÂTIR LE TEMPLE DES RICHES	8
-ELECTRIFICATION RURALE: GBAGBO FAIT SON CINÉMA	8
- POLLUTION A JACQUEVILLE: LA SOUVERAINETÉ DE L'ETAT DISPARAÎT DEVANT LES CAPITALISTES	8 - 9
-GRIPPE AVIAIRE: APRES LES FANFARONNADES, L'INACTION!	9 - 10
-COCODY GOBELET: LES HABITANTS DÉGUERPIS DE FORCE	11
- LA SAISON DES PLUIES EST DE RETOUR, LES INONDATIONS AUSSI	11 - 12
- ABOBO SAGBE: 20 000 HABITANTS PRIVES D'EAU ET D'ÉLECTRICITÉ	12

**OUI, POUR ACCORDER LA NATIONALITÉ A TOUS LES TRAVAILLEURS
QUI VIVENT EN CÔTE D'IVOIRE !**

La mode actuellement chez tous ces politiciens, c'est à celui qui se montrera le plus démagogique, suivant l'électorat qu'il vise. L'arme que le FPI brandit aujourd'hui contre ses adversaires politiques du PDCI et surtout du RDR, c'est de les accuser de vouloir « brader la nationalité ivoirienne ».

Le 1^{er} Ministre Konan Banny s'en est même défendu. Il a répondu qu'il ne va tout de même pas délivrer la nationalité « en regardant les semelles des souliers » de ceux qui seront recensés.

Tous ces gens-là sont des ennemis de la classe laborieuse. Ils cherchent à la diviser pour mieux l'exploiter.

Pour l'ouvrier bété qui vit dans une cour commune au milieu d'autres familles ouvrières, « l'étranger » ce n'est pas le burkinabé qui partage chaque jour le même sort que lui mais le riche bété qui vit aux Deux Plateaux.

En tout cas, ce riche, pas plus que son chien posté pour garder sa maison, ne saurait faire la différence entre les deux ouvriers. Voilà la réalité.

Par ailleurs, est-ce que l'arrivée de Gbagbo au pouvoir a changé en bien le sort particulier de l'ouvrier bété ? Pas plus, en tout cas, que ça ne l'a été pour l'ouvrier dioulà lorsque Ouattara était au pouvoir, ou encore pour l'ouvrier baoulé du temps de Bédié.

Les travailleurs ne sauraient se laisser diviser sur la base de leur appartenance nationale, ethnique, tribale, voire corporative. Au contraire, Ils peuvent fièrement afficher leur unité, en tant que classe exploitée partageant les mêmes souffrances et aspirant à la même dignité, en disant haut et fort que les travailleurs originaires du Burkina Faso, du Mali sont leurs frères de classe ! Ils ont pleinement contribué et contribuent toujours à la production des richesses de ce pays tout en ne profitant pas de cette richesse car elle est accaparée par une petite minorité d'exploiteurs et de parasites. Par conséquent, tous les travailleurs doivent obtenir de plein droit la nationalité ivoirienne, s'ils le souhaitent !

DISCOURS DU 1^{ER} MAI :
LE MÉPRIS DES DIRIGEANTS A L'EGARD DES TRAVAILLEURS

A l'occasion du 1^{er} mai, les dirigeants syndicaux sont allés faire leur salamaleck traditionnel à la présidence. Pour faire semblant de porter les revendications des travailleurs ils ont inscrit dans leur « cahier de doléance », comme tous les ans, le passage du salaire minimum (le smig) à 120 000 Fr contre seulement 35 000 Fr actuellement. C'est un vœux pieux parce qu'aussitôt sortie de la présidence, aussitôt cette revendication sera oubliée.

La moindre des choses aurait dû être de prendre position par rapport à la lutte, celle-là bien réelle, des enseignants qui revendiquent précisément des augmentations de salaires. Mais là-dessus, pas un mot ; pas même l'expression d'une solidarité.

La réalité c'est que ces dirigeants syndicaux encravatés sont plus proches des gens au pouvoir que des préoccupations des salariés qu'ils prétendent représenter. Leur place de dirigeant leur sert juste d'accès à la mangeoire. Cela leur permet également de côtoyer régulièrement le sommet de l'Etat pour obtenir quelques privilèges.

Quant à Gbagbo, qui n'est pas à une démagogie près, il a affirmé qu'il était « d'accord » pour ramener le smig à hauteur de 120 000 Fr. Tout en ajoutant qu'il préférerait néanmoins maintenir ce salaire à son niveau actuel de 35 000 fr, pour deux principales raisons. La première, explique-il, c'est que les patrons du secteur privé n'y sont pas favorables. Si ceux-là, dit-il, sont d'accord pour relever le smig à 120 000 fr, lui en tant que Président de la République, il donnera son accord sans réserve.

Mais s'il était réellement favorable au relèvement du smig, pourquoi ne fait-il pas voter une loi dans ce sens au parlement ? De plus, en tant que Président de la République, n'est-il pas, de fait, le « patron » de tous ceux qui travaillent dans la fonction publique ? Depuis bientôt six ans qu'il est au pouvoir, qu'attend-il donc pour relever le salaire minimum de la fonction publique à 120 000 fr ? D'autant plus qu'il ne s'est pas gêné pour augmenter considérablement son propre salaire, celui de ses ministres, députés, préfets et autres parasites que sont les membres du « conseil économique et social » ! Cela étant dit, chacun peut relever à quel point les Gbagbo et autres Mamadou Koulibaly, se paient de mots lorsqu'ils parlent de « souveraineté nationale » ! Ils avouent qu'ils ne sont même pas capables d'imposer au patronat une simple mesure de salut public ! Parce que c'est exactement de cela qu'il s'agit, lorsqu'on voit l'état de misère dans laquelle est plongée la grande majorité de la population de ce pays. Car même un salaire de 120 000 Fr qui n'était déjà pas la lune il y a une douzaine d'année, serait aujourd'hui bien loin de suffire pour subvenir aux besoins d'une famille.

Bien sûr les salaires des catégories supérieures de l'enseignement sont enviables pour tous les travailleurs qui gagnent bien moins que ceux-là. Ils sont enviables même pour les enseignants de bases, pour les instituteurs qui touchent de 120 000 à 150 000 Fr, quand ils sont payés et qu'ils n'en sont pas réduits à vivre grâce à la nourriture que leur fournissent les gens du village. Cela prouve seulement à quel point les salaires des travailleurs sont

scandaleusement bas. Et pour enviables que soient les salaires des professeurs d'enseignement supérieur, ils ne représentent qu'une faible fraction de ce que gagnent les patrons d'entreprises, tous ceux qui vivent de l'exploitation, sans parler de tous ces ministres et députés qui puisent dans les caisses de l'Etat.

La deuxième raison avancée par Gbagbo montre tout le mépris qu'il a envers les travailleurs ! Il dit que s'il passe le smig à 120 000 fr, les frères burkinabé et maliens viendront alors « envahir » la Côte d'Ivoire. En d'autres termes, si le salaire minimum est si bas c'est la faute aux voisins! C'est une occasion de plus de distiller d'en haut la xénophobie et diviser les travailleurs.

Ce qui est sûr c'est que ce ne sera jamais un cahier de doléance déposé auprès d'un quelconque président qui fera avancer la cause des travailleurs. Cela relève d'une question de rapport des forces entre exploiters et exploités. Et les travailleurs ne pourront obtenir que ce qu'ils seront capables d'arracher au patronat et au gouvernement par leur combat ! Cela a toujours été ainsi ! Ce sera le cas des enseignants dans leur lutte actuelle pour la revalorisation de leur revenu. Et ils auront toujours un Konan Banny ou un autre sur leur passage pour leur dire que « ce n'est pas le moment » ; que « le pays n'est pas en état de supporter... ». Et cela fait des dizaines d'années que les travailleurs entendent ce même discours !

NOUVEAUX MASSACRES À BANGOLO

Au début du mois de mai, il y a eu des affrontements entre les populations à Bangolo qui ont fait des morts et des blessés. Avant cela, il y a en avait déjà eu d'autres les 10 et 21 avril dernier, avec leur cortège de morts et de blessés. Ces affrontements interviennent après ceux de Guiglo et Duékoué. L'Ouest de la Côte d'Ivoire a connu pendant la guerre les plus violents massacres et combats.

Le problème foncier

Comme partout dans ce pays des ressortissants des pays voisins et des populations comme les Baoulés, les Lobis, etc, à la recherche de terres cultivables, se sont installés dans ces régions forestières. Ils y sont pour certains depuis 20, 30, 40 ans. Ils s'y sont mariés et ont fait des enfants qui ne connaissent pas d'autre mode de vie ni d'autres lieux géographiques.

Mais depuis plusieurs années, pour des besoins électoralistes, les politiciens démagogues ont distillé le venin de la xénophobie et de « l'ivoirité » au sein de la population. Cela a entraîné partout en Côte d'Ivoire des conflits fonciers plus ou moins sanglants et Bangolo n'échappe pas à la règle. Les politiciens continuent à pousser les populations les unes contre les autres et ce genre de conflits n'est pas prêt à s'arrêter.

Les milices

Lorsque les premières attaques eurent lieu à l'Ouest, la population fut divisée en deux camps. Les Yacoubas et les populations des autres communautés furent accusées de soutenir les rebelles par les Guéré. Du coup les cadres Guéré de la région, partisans du pouvoir en place, ont organisé les jeunes Guérés. On a vu

fleurir des groupes de milices tels que le FLGO. On les a présenté aux populations guéré comme des gens qui allaient les protéger. Aujourd'hui, ils terrorisent les autres communautés et sont à la base de l'envenimation de nombreux conflits. Tous les prétextes sont bons pour pouvoir chasser les autres.

Ensuite, tous ces combattants, notamment ceux originaires du Libéria voisin ont conservé leurs armes et sèment la terreur dans cette région et participent à l'aggravation des conflits ethniques et tribaux.

La situation à Bangolo aujourd'hui

Au moment des affrontements entre l'armée rebelle et celle favorable au gouvernement, cette ville a connu beaucoup de revirements. D'abord aux mains des rebelles, elle est passée dans celles des forces régulières. Puis elle est repassée aux mains des rebelles avant de se retrouver dans une zone dite de « confiance », sensée être sous contrôle Licorne (détachement des soldats français) et les soldats de l'ONU. Ces différents

changements de mains ont provoqué de nombreux massacres. Ce qui a créé un climat de méfiance tel qu'aujourd'hui le moindre problème est prétexte à des règlements de comptes. Quant aux forces françaises et onusiennes, elle se contentent « d'observer » et laissent les massacres se perpétrer.

Tous ces ingrédients rassemblés ont créé une situation explosive. Il suffit d'une rumeur, d'une simple dispute entre des jeunes gens pour que cela tourne au massacre. C'est le cas de ces derniers affrontements. La situation à l'Ouest nous interpelle tous parce qu'elle montre ce que peut devenir la situation à l'échelle nationale. Mais ceux qui auront à souffrir s'il y a guerre civile, c'est bien la population pauvre. Elle ne pourra pas comme tous ces leaders politiques se cacher dans les Ambassades.

C'est pourquoi, pour mettre fin à tous ces massacres, elle doit dire non à tous ces discours qui prônent la division.

LA GREVE DES ENSEIGNANTS

Depuis le 10 mars 2006, les enseignants sont en grève pour l'amélioration de leurs conditions d'existence.

Les enseignants des lycées et collèges et les instituteurs ont repris les chemins de l'école sans avoir eu gain de cause sur leur principale revendication qui était d'ordre salarial. Ils ont eu droit aux menaces de licenciement et au blocage des salaires. Deux dirigeants du mouvement des instituteurs ont été même arrêtés avant d'être relâchés.

Quant aux enseignants du supérieur, ils avaient marqué une pause de 2 semaines, pour éviter une « année blanche » et desserrer du même coup l'étau qui se refermait sur eux, avant de décréter à nouveau une grève de deux semaines.

Dans le secondaire :

Le mouvement des enseignants du secondaire a connu un boycottage par les syndicats proches des partis politiques. Depuis 2000, une division existe au sein du principal syndicat des

enseignants du secondaire le SYNESCI. Une fraction pro-RDR contrôle le bureau légal dirigé par un certain Soro Mamadou. L'autre fraction est pro-FPI. Elle est dirigée par Koudou Zegbeuh Evariste. Dès le début du mouvement, certains enseignants se sont regroupés au sein d'un comité appelé « les enseignants de la mouvance du RHDP » (Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et pour la Paix) regroupant les militants du PDCI, du RDR, de l'UDPCI et du MFA. Ceux-ci se sont désolidarisés de la grève et ont appelé leurs collègues à suspendre leur mot d'ordre de grève et à s'inscrire dans la voie de la « réconciliation et la paix ». Cette division a fragilisé le mouvement et les grévistes n'ont obtenu que des promesses et des menaces de suspension de salaires pour ceux qui continueront la grève. Au total aucune de leurs revendications essentielles n'a été satisfaite.

Les enseignants du supérieur :

Ceux du supérieur, malgré les menaces du gouvernement, ont maintenu leur mot d'ordre de grève. Ils se sont regroupés dans une « coordination nationale des enseignants et chercheurs » (la CNEC). La raison de la création de cette coordination est due au fait que les principaux syndicats des enseignants sont affiliés à des partis politiques qui du coup constituent des blocages à l'aboutissement des revendications. En effet, le SYNARES, (syndicat national de l'enseignement supérieur et de la recherche) dont le secrétaire général est un membre actif du FPI, s'est, depuis l'accession de ce parti au pouvoir, inscrit dans un syndicalisme dit de participation en appelant à une « trêve sociale ». C'est lui qui a déclenché cette grève pour mettre en difficulté le camp du Premier

ministre Konan Banny. Mais ne pouvant plus contrôler le mouvement qui lui a d'ailleurs échappé, il accuse les grévistes d'être « irresponsables » et d'être dans « l'illégalité », dans la mesure où, dit-il, le gouvernement a engagé les négociations. Quant à l'autre syndicat, l'UNESUR (union nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche), proche du RHDP et rival du SYNARES, il voudrait bien pouvoir récupérer le mouvement pour mettre fin à l'hégémonie de son rival dans le milieu universitaire. Mais de part ses options politiques, il se retrouve de fait derrière le Premier Ministre.

C'est ainsi que la CNEC a écarté les deux principaux syndicats de la table de discussion. Leurs revendications se résument à la revalorisation des salaires et des primes de recherches. Selon Traoré Flavien, le porte-parole de la CNEC, un Assistant perçoit actuellement un salaire de 350 000 fr par mois, y compris une indemnité de logement qui s'élève à 70 000 fr. Un professeur titulaire touche un salaire de 750 000 fr par mois et une prime de recherches de 150 000 fr par an. Dans leurs revendications, ils demandent un salaire de 2 500 000 fr pour l'assistant et 4 millions pour un professeur titulaire.

Face à ces revendications, les réactions des autorités gouvernementales n'ont montré que du mépris. Amani N'guessan, le ministre de l'éducation nationale et membre du FPI, ancien enseignant d'histoire au secondaire et Cissé Bacongo, le ministre de tutelle de l'enseignement supérieur, ex-assistant à l'université et membre du RDR, affirment tous les deux que les grévistes sont « instrumentalisés ». Quant au premier ministre Konan Banny, il « conseille » aux enseignants de suspendre leur

mouvement parce que, ce ne serait pas vraiment le moment de revendiquer des augmentations de salaires.

Et la Fesci...

De son côté, la Fesci, le syndicat étudiant qui roule pour le FPI, met tout en œuvre pour que l'ensemble des élèves et étudiants ne soutienne pas les enseignants dans leur lutte. Dans leurs réunions et meetings, leurs actions s'inscrivent dans le sens de briser le mouvement des enseignants. Ce syndicat affirme que si jamais l'année est blanche pour les étudiants des universités, il va bloquer tous les établissements

scolaires pour que l'année soit blanche pour tout le monde

Les travailleurs ne peuvent qu'être solidaire du mouvement de grève des enseignants. Il n'y a pas d'autres solutions que la lutte pour avoir gain de cause. L'avenir dira si leurs luttes aboutit favorablement pour eux ou pas. Toujours est-il que la division corporatiste mine gravement leur mouvement. On les a vu chacun lutter de son côté, sans lien entre eux. Il y a les instituteurs d'un côté, les enseignants du secondaire de l'autre, et enfin ceux du supérieur. Ils y gagneraient pourtant, à unifier leur mouvement respectif à chercher à étendre leur grève au reste de la fonction publique.

LA CAMPAGNE ELECTORALE BAT DEJA SON PLEIN

On se croirait déjà en pleine campagne électorale. Le RDR, le FPI et le PDCI sont entrés dans la valse des pré-élections. Les différents états-majors envoient des délégations sillonner tout le pays. Tous les hameaux et villages sont en train d'être visités. Aucune occasion n'est manquée, même les moindres cérémonies.

On serait tenté de croire que ces messieurs ont subitement attrapé le béguin pour le peuple. Mais loin de là, c'est plutôt à qui mentira le mieux. Déjà ils ont commencé à déverser la suspicion parmi les travailleurs. L'alarme est continuellement donnée

sur des cas de fraude sur l'identité, cela n'est pas fortuit. Récemment, lors de son passage à Bassam, Gbagbo a insinué qu' Allassane est inapte à exercer le pouvoir d'Etat en Côte d'Ivoire.

C'est toujours la même méthode, faire naître la division au sein de la population par des discours haineux dans le but de s'appuyer sur ses divisions pour parvenir ou se maintenir au pouvoir. C'est pourquoi en ces périodes sensibles, les discours prononcés par les différentes chapelles politiques doivent être pris avec mépris. Les travailleurs doivent s'en méfier comme de la peste.

L E U R S O C I E T E

QUAND L'ARGENT DU PUBLIC SERT À BATIR LE TEMPLE DES RICHES

Mel Eg Théodore, l'actuel ministre de la culture et de la francophonie, est le fondateur de l'église de la « Nouvelle Alliance ». Il a organisé au sein de cette église sise à Cocody-Riviéra une cérémonie de collecte de fonds pour la construction d'un nouveau « temple » dont le coût est estimé à 100 millions francs. Au cours de cette cérémonie, le chef de l'Etat, Laurent Gbagbo, a offert la somme de 20 millions Fr et son représentant, l'un de ses conseillers, a acheté une bible à 1 020 000 Fr, lors d'une vente aux enchères et fait un don d'un million.

Voilà qui sont ces prétendus « socialistes » au pouvoir depuis 5 ans. Alors que nombreux quartiers d'Abidjan n'ont ni eau potable, ni centre de santé digne de ce nom. Des gens meurent de simple paludisme parce que n'ayant pas le minimum pour s'acheter de la nivaquine. Les

écoles publiques font défaut, parce que l'Etat ne construit plus. Quant aux parents, le plus souvent, ils n'ont pas l'argent nécessaire pour envoyer leurs enfants dans les « écoles » privées. Ceux-ci sont laissés à eux-mêmes et vagabondent dans les rues et les marchés. Dans certains lycées et collèges de 4000 à 6000 élèves, il n'existe aucune latrine et quand elles existent, elles ne fonctionnent pas. Les salles de classe faites pour 40 élèves reçoivent 80 à 100 élèves par manque de salles. Dans les campagnes, là où il existe un semblant de centre de santé, les infirmiers abandonnent souvent leurs postes pour aller cultiver la terre parce que leur salaire ne suffit pas pour subvenir à leurs besoins.

Mais de tous ces problèmes-là ceux qui gouvernent ne s'en soucient pas.

ELECTRIFICATION RURALE : GBAGBO FAIT SON CINEMA !

Après l'annonce de l'électrification de cinq villages aux alentours de Grand Bassam, Gbagbo en visite dans la région n'a pas raté l'occasion pour vanter ses efforts méritoires soi disant pour atténuer la souffrance de la population comme si le financement venait de sa poche.

Comment peut-il se vanter de vouloir électrifier des villages quand on sait que l'argent de l'électrification rurale est directement coupé sur chacune de nos factures de CIE ?

Tout ça, c'est des paroles de politiciens pour se faire de la pub parce que les élections c'est pour bientôt.

POLLUTION A JACQUEVILLE : LA SOUVERAINETE DE L'ETAT DISPARAIT DEVANT LES CAPITALISTES

Plus d'un mois et demi après la marée noire au large des côtes de Jacqueline due au déversement d'une énorme

quantité de pétrole dans la mer, les autorités se montrent toujours impuissantes.

L E U R S O C I E T E

La preuve : Le ministre de l'environnement, rien que pour enquêter sur les circonstances de « l'accident » se voit d'abord obligé de demander une autorisation au Procureur de la République afin que les enquêteurs puissent monter à bord de la plateforme pétrolière responsable de la pollution.

Or tout un chacun se rappelle encore que, rien que pour avoir l'information officielle, il a fallu attendre près d'un mois.

De quelle autorisation a-t-il besoin pour enquêter sur une situation qui concerne directement l'environnement et par conséquent la vie des habitants de ce pays ?

Tous ces gens-là disent pourtant à longueur de discours qu'ils sont soucieux de la souveraineté de leur gouvernement. Mais là, devant la bourgeoisie, ils sont incapables de lever le petit doigt.

LA GRIPPE AVIAIRE: APRES LES FANFARONNADES, L'INACTION!

Après l'annonce en ce début de mois de mai de la présence de la grippe aviaire en Côte d'Ivoire, on peut constater que rien n'a encore été fait. Bien avant que le ministre annonce qu'il "soupçonnait" la présence de cette maladie, il circulait dans le milieu des éleveurs que des cas de volailles atteintes avaient été détectés dans une ferme. Le gouvernement avait préféré ne pas en parler. Après, il était devenu difficile de cacher l'information puisque l'Organisation mondiale pour la Santé Animale révélait avoir découvert des foyers de contamination.

Pour donner l'impression de faire quelque chose, le gouvernement annonçait à partir du 6 mai l'abattage de dix millions de volailles en 10 jours. Il en profitait pour demander 6 milliards de francs d'aide internationale sous prétexte de dédommager par exemple les éleveurs.

Seulement, les marchés n'étant plus approvisionnés depuis quelque temps, les étals étaient presque vides. Ainsi c'est environ une centaine de poulets au plus qui ont été abattus à Treichville, Marcory et Adjamé. D'ailleurs les journaux ont arrêté de

faire l'écho de ces abattages. Le coup de pub n'a pas duré longtemps face aux réalités du terrain. Car pour ces premiers abattages, en lieu et place de l'argent promis pour le dédommagement, le gouvernement s'est pour l'instant contenté de distribuer des « récépissés ».

Du coup, les petits éleveurs se méfient. Ils se rappellent encore ce qui était arrivé à leurs collègues éleveurs de porcs, il y a quelques années de cela. L'Etat avait promis de dédommager les fermiers. Sauf que beaucoup d'éleveurs n'ont pas vu la couleur de cet argent. Et quand ils l'ont vu, c'est souvent le quart de ce qu'ils escomptaient.

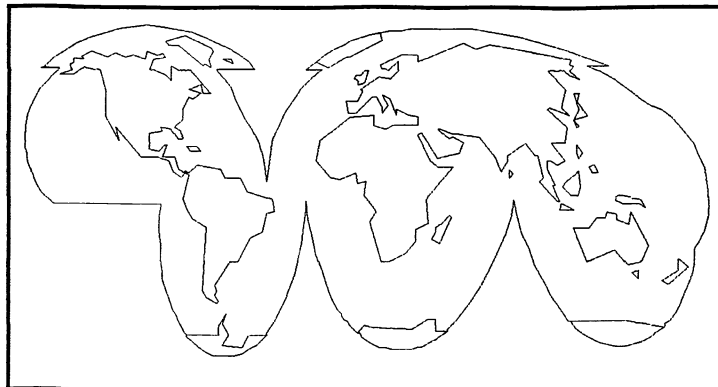
Les lieux d'élevages sont pourtant des hauts lieux de contamination. Ce qui est un réel danger pour l'avenir quand on voit les conditions dans lesquelles travaillent les ouvriers qui s'occupent des poulets et ceux qui se chargent de les plumer. Ces derniers peuvent être aisément contaminés. Ajouté à cela les fortes concentrations de fermes dans un secteur comme Bingerville !

L E U R S O C I E T E

Finalement, le gouvernement n'a mené aucune action concrète pour éradiquer la contamination. Il se contente de vanter les mesures

sécuritaires mises en place chez le principal éleveur d'Abidjan et fait comme si la contamination n'avait jamais touché la ville.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS!

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

COCODY GOBELET : LES HABITANTS DEGUERPIS DE FORCE

L'Etat, pour satisfaire les envies des gens riches qui ne veulent pas voir la misère sous leurs yeux, a déguerpi de force les habitants de Gobelet, un bidonville de Cocody.

Gobelet est un quartier « précaire » situé dans un ravin en plein cœur de ce quartier résidentiel. Il est habité par des travailleurs de maison : bonnes ; boys ; gardiens et autres petits djobeurs, ainsi que des ouvriers du bâtiment. Ils habitent là pour être près de leur lieu de travail, parce que le salaire de 15 à 20 mille francs qu'ils perçoivent ne peut pas leur permettre de faire autrement. Mais ces riches exploiters ne pouvaient tolérer plus longtemps cette présence. Et c'est depuis plusieurs années, que ces riches qui habitent en hauteur ont toujours voulu que l'Etat déguerpisse cette misère de leurs yeux. Plusieurs tentatives ont eu lieu mais à chaque fois les habitants ont opposé un refus

et demandé à l'Etat de trouver d'abord un lieu où les recaser. L'Etat n'ayant pas les moyens ou la volonté de le trouver des toits où les recaser, a toujours fait marche arrière.

Mais cette fois-ci pour pousser les pouvoirs publics à passer à l'acte, les riches habitants ont trouvé une autre astuce. Ils ont inventé à tort ou à raison une histoire selon laquelle les responsables des cambriolages et autres braquages dans leur quartier viennent de ce bidonville. Ce motif a suffi pour que sans autre forme de procès, l'Etat passe à l'action. Ainsi, la majorité des habitants de ce bidonville ont perdu leur habitation et ne savent où aller s'abriter. Pire, ceux qui avaient des maisons construites en dur, ont vu ce fruit de plusieurs années de dur labeur partir en poussière.

Voilà comment cet Etat froussard devant les riches est capable de telle infamie quand il s'agit de pauvres gens.

LA SAISON DES PLUIES EST DE RETOUR, LES INONDATIONS AUSSI

La grande saison des pluies est de retour. Si pour le moment on ne parle pas d'éboulement de terrain comme les années précédentes, les dégâts matériels dans les quartiers pauvres sont déjà nombreux.

Cette année, à Abobo, Attécoubé (Mossikro) Koumassi et autres quartiers précaires de la capitale, la saison des pluies risque d'être rude pour les habitants. Déjà à Abobo, où les caniveaux sont quasi inexistantes et où les rares qui existent

sont toujours bouchés, avec les premières pluies, on constate déjà par-ci par-là des inondations des maisons habitées.

Il faut ajouter à ces inondations et éboulements de terrain, des risques d'épidémie de choléra et de fièvre typhoïde. En effet, depuis des mois, les ordures ménagères ne sont plus ramassées. Ces immondices sont drainées par les eaux de ruissellement qui forment des étangs aux coins des rues où les enfants jouent pieds nus.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Mais depuis des années, l'Etat attend que des catastrophes se produisent pour venir faire des promesses. L'année dernière, dans la commune d'Attécoubé plus précisément à Mossikro, l'éboulement de terrain suite à des pluies torrentielles avait fait 6 morts dans une même famille. Après le drame, les élus de la commune accompagnés des

représentants de l'Etat sont allés faire la fanfaronnade et ensuite, rien.

Pour que de tels drames ne se produisent plus, pour que les travailleurs et les pauvres en général ne soient plus des laissés pour compte en matière de logement, de santé etc., il faudra qu'ils s'organisent pour faire entendre leur colère.

ABOBO SAGBE : 20.000 HABITANTS PRIVES D'EAU ET D'ELECTRICITE

Les populations de Sagbé palmeraie, quartier d'Abobo, vivent depuis des décennies sans eau courante et sans électricité. De ce fait, pour s'approvisionner, ils ont recours aux installations anarchiques clandestines. Ce type d'installations présente un réel danger et beaucoup d'inconvénients. Les femmes sont obligées de parcourir de grandes distances pour aller chercher de l'eau. De plus chacun peut imaginer clairement les conséquences que peut causer cette eau exposée et manipulée. Les habitants de ces quartiers sont privés de toutes les commodités que l'eau courante et l'électricité auraient pu leur apporter. La population pour attirer l'attention des autorités sur la situation injuste

qu'elle vit, a mis sur place un « comité Eau et Courant ». Ce comité entend emmener la Sodeci, la CIE et l'Etat à se pencher de façon particulière sur leur cas, afin d'éviter que l'eau et l'électricité soient des produits de contrebandiers.

C'est le cas de rappeler que beaucoup de sous quartiers d'Abidjan et cela dans toutes les communes, sont dans des situations similaires à cause de l'absence de structure et des Frais d'abonnement trop élevés.

Le seul moyen qui reste pour faire plier la Sodeci, la CIE et les pouvoirs publics complaisants à leur égard c'est la mobilisation. Oui c'est en s'organisant que les populations de ces quartiers peuvent se faire entendre.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.